

par une pression accrue sur le prolétariat, par une tentative générale du patronat de procéder à une diminution des salaires, par un affaissement du standard de vie ouvrier, et par une extension rapide du chômage.

Déjà, dans toutes les industries qui ont fait l'objet d'investigations officielles, on constate un abaissement des salaires de 12 1/2 %. Quant au chômage, il est particulièrement grand dans l'Ouest. A San Francisco, sur une population de 576.000 habitants, on comptait en janvier 32.000 chômeurs ; ils sont 100.000 sur 1.300.000 habitants à Los-Angeles, et 95.000 sur 984.000 habitants à Cleveland.

La Commission Industrielle d'Etat estime que, pour le seul Etat de New-York, 66.000 ouvriers ont été éliminés de la production au cours de l'année 1927. Ainsi, pour le mois de Décembre 1927, le nombre des ouvriers travaillant dans les fabriques a été de 1 % au-dessous du nombre enregistré en décembre 1921, l'année de la grande dépression industrielle. Cela représente — toujours pour l'Etat de New-York — une diminution de 188.000 ouvriers sur 1919. Le rapport signale que, dans la seule industrie du vêtement, 17.000 ouvriers ont été débauchés depuis Décembre 1926, et qu'à peu d'exceptions près, il en est de même dans toutes les industries.

Les statistiques officielles annoncent pour Janvier une augmentation du nombre des chômeurs et font prévoir que cette augmentation continuera en Février.

Sans atteindre encore le nombre formidable de 1921 (il y eut cette année-là 6 millions de chômeurs), on peut cependant compter qu'il y a actuellement aux Etats-Unis 4 millions de chômeurs. Certains ont été éliminés par le fait de la rationalisation, mais la majeure partie est sans travail par suite de la crise.

**

A propos de l'immense et héroïque grève qui se déroule actuellement dans les charbonnages de Pennsylvanie, de l'Ohio, du Colorado et de la Virginie de l'Ouest, où 600.000 hommes, femmes et enfants sont en proie à la misère et aux pires persécutions policières où plusieurs ont trouvé la mort, le Syndicat Uni des Mineurs (United Mine Workers) vient de soumettre à la Commission Commerciale d'Etat un rapport dénonçant la collusion des grands patrons de l'acier, du charbon, des chemins de fer, de l'automobile, et des puissances financières auxquelles ils sont inféodés, pour écraser le syndicalisme dans les mines :

« C'est un fait aujourd'hui public, lit-on dans l'un des paragraphes de ce rapport, que la « Pennsylvania Railroad » a travaillé d'accord avec la « Pittsburgh Coal Company », la « Hillman Coal and Coke Company »,

la « Jones and Laughlin Steel Company », la « Inland Steel Company », la « Wheeling Steel Company », la « Bethlehem Mines Corporation » pour combattre le Syndicat et soutenir l'action de la « Pittsburgh Company » dans la rupture de son contrat avec le « United Mine Workers of America ».

Et le rapport cite une déclaration faite en Juin dernier au Syndicat par John Jones, patron de la « Bertha Consumers Company » (qui produit 3 millions 500.000 tonnes de charbon par an et en vend 600.000 tonnes à la General Motors) :

« Je suis prêt à signer le contrat de Jacksonville. Je peux payer les salaires qui y sont indiqués. Mais, dès hier, la « General Motors Company » m'a averti que si je signais ce contrat sur une base quelconque, elle me ruinerait. »

Un autre grand patron, nommé Gilmore, a fait au Syndicat, la déclaration que voici :

« Je puis payer les salaires que vous demandez, mais ma mine est louée au « Montour Railroad », qui est une émanation de la « Pittsburg Coal Company », laquelle est à son tour contrôlée et soumise par la Banque Mellon, et je suis menacé de ruine si je reconnais votre syndicat et paie les salaires demandés ».

Dans l'Etat du New-England et dans celui du Massachussets, plus de 80 filatures employant 100.000 ouvriers essaient de procéder à un abaissement des salaires ; dans l'Etat de l'Illinois, les grands patrons se refusent à renouveler les contrats venant à expiration en Avril, si ce n'est sur la base d'une diminution de 1 dollar 50 par jour, et ils menacent d'un lock-out si le Syndicat n'accepte pas leurs nouvelles conditions.

Dans le premier numéro de février du *Monde du Textile*, on pouvait lire l'annonce suivante, qui dans sa brièveté cynique, en dit fort long :

« Transportez votre fabrique à Spartanburg (Caroline du Sud)! Vous y trouverez d'excellente main-d'œuvre à bon marché! La main-d'œuvre de travailleurs nés en Amérique, le vigoureux sang anglo-saxon est ici en abondance! Ici, les salaires dans les manufactures de coton sont de 30 % moins cher que dans le Nord! A Spartanburg, les ouvriers travaillent 55 heures par semaine! Et, pour le salaire qu'on leur donne, ils travaillent à plein rendement! Ici, pas de restriction au nombre d'heures de travail! »

Pour parfaire cette offre alléchante, l'annonce se termine par la reproduction de deux dollars d'argent. L'un de ces dollars porte : New England et l'autre : Spartanburg. Sur celui de New England, on lit l'inscription que voici : Salaire moyen : 22 dollars 40 par semaine. Sur celui de Spartanburg : Salaire moyen : 13 dollars 37 par semaine.

**

Dans cette « prospère » Amérique dont parlait si justement Rosmer, dans un récent article de la *Révolution Prolétarienne*, il est particulièrement intéress-

sant de connaître les conditions qui sont imposées aux travailleuses, puisqu'on compte 8 millions 1/2 de salariées aux Etats-Unis. (Ne parlons pas des jeunes travailleurs, un seul exemple suffira : dans l'Etat de Pensylvanie, les jeunes mineurs touchent 2 dollars 33 par semaine, en travaillant neuf heures par jour).

Il y a quelques semaines, le Bureau Féminin des Etats-Unis publiait une étude fort significative à ce sujet :

Dans l'Etat de l'Ohio, sur 30.737 femmes dont le salaire a fait l'objet d'une investigation, la moitié gagne moins de 13 dollars 80 par semaine. Dans le Mississipi, sur 2.853 femmes, 50 % des femmes blanches gagnent moins de 8 dollars 60 par semaine, 50 % des femmes nègres moins de 5 dollars 75 par semaine. Dans l'Oklahoma, sur 4.135 ouvrières, 50 % des femmes blanches gagnent moins de 13 dollars par semaine, 50 % des femmes nègres moins de 8 dollars 20.

Dans certaines industries, les femmes louent leur force-travail pour la moitié du salaire payé aux hommes pour la même tâche. Ainsi, à New-York, dans l'industrie de la porcelaine et de la verrerie, les femmes sont payées en moyenne 16 dollars 64 par semaine tandis que la moyenne du salaire accordé aux hommes faisant le même travail s'élève à 44 dollars 02. Dans l'industrie du bois, les femmes reçoivent 17 dollars 02 tandis que les hommes touchent 35 dollars 76. Dans les produits chimiques, la proportion est de 16 dollars 64 à 30 dollars 55.

D'une étude publiée par le Bureau de la Femme et de l'Enfant (Département du Travail et de l'Industrie) il ressort que, pour 1926, dans l'Etat de Pennsylvanie, 40 % des femmes employées comme vendeuses dans les magasins touchent moins de 15 dollars par semaine. 10 % seulement d'entre elles gagnent plus de 25 dollars par semaine.

Devant ces salaires si restreints, il n'est pas inutile de rappeler que de nombreuses enquêtes officielles ont estimé que le coût minimum de la vie pour une famille ouvrière de 4 personnes représentait une dépense de 45 à 50 dollars par semaine !

Les Etats de New Jersey, de Maryland et de la Caroline du Sud ont un statut légal de dix heures de travail pour les femmes, tandis que dans de nombreux Etats (Alabama et Iowa par exemple), le temps légal du travail imposé aux femmes n'est nullement limité.

Dans l'Etat de Massachussets, une pétition vient d'être envoyée par les patrons de 15 grandes manufactures (parmi lesquelles le « Boston Woven Hose Company », la « Gillette Safety Razor Cy », la « Florence Stove Cy », qui ont des intérêts dans l'industrie textile de la région) pour légaliser le travail de nuit des ouvrières des grandes filatures et étendre le travail de 6 heures à 10 heures du soir.

Et il faut avoir vu les taudis de l'East Side à

New York, ceux qui se pressent autour des abattoirs de Chicago, les sinistres quartiers ouvriers de Pittsburg ou de Passaic, pour se représenter ce qu'est la vie des ouvrières, une fois sorties de l'atelier !

**

Au cours des trois dernières années, les Tribunaux d'Etat et les Cours Fédérales n'ont cessé de rendre des arrêts atteignant le prolétariat jusqu'en ses œuvres vives : on en est venu à ce que l'« United Mine Workers », autrefois le plus puissant de l'American Federation of Labor et l'un des plus puissants du monde, a été mis hors la loi par un arrêt rendu par la Cour Fédérale de la Virginie de l'Ouest. Dans l'Etat de Pennsylvanie, un arrêt obtenu par la « Pittsburg Terminal Coal Cy » établit également un précédent permettant de déclarer illégale toute grève tombant sous le coup de l'un des articles du Statut du Commerce.

Une décision rendue en faveur de la « Bedford Cut Stone Cy » rend illégale toute action syndicale et transforme en « acte criminel » le refus de travailler dans des conditions autres que celles admises par le Syndicat.

Parallèlement, l'appareil d'Etat grandit d'une façon formidable. De Mac Kinley à Coolidge, l'accroissement du pouvoir d'Etat reflète exactement la croissance de l'impérialisme américain. On compte aujourd'hui plus de 550.000 fonctionnaires fédéraux, en dehors de la marine et de l'armée, celle-ci comptant 3.900.000 hommes. On a calculé que, sur chaque dollar dépensé par le Gouvernement Fédéral, qui encaisse, sous forme d'impôts et d'« appropriations » des chiffres véritablement astronomiques, 82 cents ont été affectés aux dépenses de guerre — passée, présente ou future... Il n'y a rien d'étonnant à cela si l'on songe que le programme de construction de nouveaux bâtiments de guerre déposé devant le Congrès s'élève par exemple à 740 millions de dollars !

**

Ainsi, le prolétariat américain est menacé dans sa vie même, autour de lui la misère s'étend, le talon de fer du patronat l'écrase chaque jour davantage. Des organisations de bienfaisance comme l'Armée du Salut ont jeté dernièrement un cri d'alarme : au début de Février, une seule de ces œuvres a reçu à New-York en une semaine 7.202 sans abri, forcés de s'adresser à elle. Le Président du Comité Exécutif du « Welfare Council » annonce que, depuis le commencement de Janvier, les demandes de soutien sont de 100 % plus élevées que dans la même période en 1927, et que cet état de choses est provoqué en grande partie par le chômage. 17.220